



L'invité de La Revue

Benjamin Stora

« Fini les étrangers, fini les immigrés, place aux migrants »

Propos recueillis par *Renaud de Rochebrune*

Historien, universitaire récemment retraité, Benjamin Stora est interrogé un peu partout, des deux côtés de la Méditerranée, sur l'histoire ou la situation actuelle de l'Algérie. Plus que jamais ces temps-ci. Il est pourtant avant tout aujourd'hui, en tant que président du musée de l'Histoire de l'immigration, un spécialiste des migrants. Il était donc temps de le faire parler de ce sujet brûlant en Europe et, tout particulièrement, en France.

La Revue : Tout le monde connaît le Benjamin Stora spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Algérie, de la guerre d'indépendance à aujourd'hui. Pourquoi et comment êtes-vous devenu, depuis quelques années surtout, un spécialiste de l'immigration ? Comment êtes-vous passé d'un sujet à l'autre ?

Benjamin Stora : En réalité, je ne suis tout simplement pas vraiment passé d'un sujet à l'autre. Pour moi, les deux vont ensemble. Quand j'ai commencé à travailler sur l'Algérie dans les années 1970, ►

© GETTY IMAGES

en m'intéressant au parcours du nationaliste Messali Hadj, le premier à réclamer l'indépendance, dès 1926, en tant que dirigeant de l'Étoile nord-africaine, créée à Paris, je me suis mis à écrire la biographie d'un immigré. Mon intérêt, qui ne s'est pas démenti ensuite, pour le nationalisme algérien a toujours été lié à celui pour le processus migratoire. Ma thèse d'État, en 1991, après dix ans de labeur, aura d'ailleurs pour

“ L'histoire de l'immigration s'est retrouvée au cœur de mes engagements politiques et académiques. ”

sujet l'immigration algérienne en France. Une question centrale. Ce qu'on appelle aujourd'hui l'immigration postcoloniale en France – la plus problématique dans la société par rapport aux immigrations européennes, celles des Italiens, des Espagnols, des Portugais, etc. – concerne surtout les immigrations maghrébines. Or la plus ancienne et la plus importante, c'est l'immigration algérienne, qu'il faut donc bien connaître si l'on s'intéresse à cette situation postcoloniale. Et aussi si l'on veut réfléchir à la place de l'islam en France. Ceux qu'on a appelés de manière générique les musulmans, en France durant cinquante ans, de 1920 à 1970, c'étaient principalement des Algériens. Donc, qu'on s'intéresse aux origines du nationalisme au Maghreb, à la place de l'islam, aux conséquences de la colonisation en France, on s'aperçoit que la problématique migratoire est décisive.

Et après 1970 ?

Dans les années 1980, alors que je travaillais sur ma thèse et sur un dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens qui se révélaient être pour un bon

tiers des immigrés en France, c'est le moment où sont apparus les mouvements « beurs », qui m'ont intéressé et avec lesquels j'étais en contact grâce à mes activités militantes. Ces mouvements étaient en majorité animés par des enfants d'immigrés algériens ou des fils de harkis. Et ce sont eux qui ont organisé la fameuse marche de 1983 et nombre de batailles antiracistes. L'histoire de l'immigration, là, avec ce qu'on a appelé improprement la « deuxième génération », alors qu'il s'agissait plutôt à ce moment d'acteurs de la troisième ou de la quatrième génération, s'est retrouvée au cœur de mes engagements académiques et politiques.

Mais pourquoi alors avez-vous cette réputation

de spécialiste avant tout de la guerre d'Algérie dans les médias ?

Ce n'est que vingt ans après le début de mes travaux que s'est produite mon entrée dans les médias. Dans les années 1992-2000. C'est au même moment que j'ai pu devenir l'auteur de documentaires, et que j'ai commencé à être contacté par les maisons d'édition. Ensuite, j'ai été régulièrement sollicité, alors qu'on oubliait le plus souvent une grande partie de mon parcours antérieur. On m'a considéré surtout comme un spécialiste de la guerre civile algérienne, du FIS (Front islamique du salut), de l'islamisme. En estimant, ce qui n'était d'ailleurs pas vrai, que l'on assistait à une sorte de réédition, de répétition de la guerre d'indépendance, sur laquelle j'avais travaillé en m'occupant de Messali Hadj et du nationalisme.

Ce qui a réduit alors votre intérêt pour la question de l'immigration ?

Cet intérêt existait toujours pour les raisons déjà évoquées. Il a même repris ensuite de la vigueur. Car, avançant en âge, je me suis à nouveau particulièrement intéressé aux

questions migratoires, cette fois, dans le prolongement de mes travaux, à travers ma propre histoire. Arrivé en France en 1962, en provenance de Constantine au moment de l'indépendance de l'Algérie, j'ai vécu une histoire d'exil. Je me suis aperçu que les juifs d'Algérie, auxquels mon histoire et celle de ma famille me rattachaient, comme d'ailleurs les Français d'Algérie dans leur ensemble, n'avaient pas été en 1962 des Français déplacés mais des immigrés, des réfugiés, presque des étrangers. Même s'ils ne se vivaient pas comme cela puisqu'ils avaient déjà la nationalité française.

J'avais connu ce problème du déracinement, de l'assimilation – on parlait à cette époque d'intégration –, en venant habiter dans une banlieue de Paris. Un problème d'autant plus évident que ma mère a dû alors devenir, par nécessité, ouvrière d'usine, dans un établissement fabricant des volants pour Peugeot, à La Garenne-Colombes, où j'ai moi-même un temps travaillé et découvert à cette occasion le prolétariat algérien. Ce qui m'amènera à écrire *Les Trois Exils* en 2006. S'est donc ajoutée parmi les causes de mon intérêt pour l'immigration mon histoire personnelle. Dans l'immigration, en un mot, je n'avais jamais cessé d'y être.

“ Les enfants et les petits-enfants des immigrés sont partis à la recherche de leurs racines. ”

On parle toujours d'immigrés. Pourquoi pas d'émigrés ? Ces gens émigrent...

Oui, mais après ils se vivent comme des immigrés. C'est leur vécu. Il est vrai que les mots comptent. Autrefois on parlait des étrangers, puis on a parlé des immigrés, l'immigration étant alors liée à la question

du travail. Et il apparaît que ceux qui sont venus n'ont pas eu envie d'être considérés comme des émigrés, un terme qu'on emploie seulement dans les pays de départ. Ils ont au contraire voulu effacer les traces de leur origine, être considérés comme les autres et entrer dans la société, sans être assignés à se vivre comme des déclassés permanents. Ce sont ensuite leurs enfants et leurs petits-enfants qui sont partis à la recherche de leurs racines et qui se sont interrogés sur la colonisation et les violences qu'elle a emportées. Mais pas eux, avec leur histoire d'exil, de solitude, de misère sexuelle, qu'ils n'ont d'ailleurs pas envie de voir évoquer, comme continue à le montrer leur faible fréquentation du musée de l'Histoire de l'immigration.

Qu'un émigré intériorise le fait d'être devenu un immigré, quelles conséquences cela a-t-il ?

Par là même, il efface qu'au départ il est un étranger. Et on peut se demander pourquoi, à cet égard, on a remplacé le mot « étranger » par le mot « immigré » dans le vocabulaire institutionnel, politique, juridique en France. Je me demande si ce n'est pas en rapport avec la question coloniale-décoloniale. Pourquoi ? Avant, avec les Italiens ou les Polonais, les frontières, c'était simple : il y avait les Français et les étrangers, nous et eux. Mais voilà que, dans les années 1960, arrivent des gens qui appartiennent à l'histoire de l'Empire français. Ils sont à la fois dedans et dehors, ce n'est plus si simple, on ne sait plus trop où est la frontière. Ce ne

sont plus vraiment des étrangers, d'autant qu'ils parlent de surcroît le français, et des émigrés non plus. C'est pourquoi on va forger à cette époque ce nouveau mot pour les qualifier : les immigrés. Ils sont beaucoup plus proches de la France que ne l'étaient, par exemple, leurs prédécesseurs polonais.

Mais en même temps, ils en sont relativement éloignés puisqu'ils ont voulu s'en détacher avec les indépendances. On a donc trouvé un mot intermédiaire entre l'étranger et l'émigré venant d'un pays radicalement différent. Et ce n'est pas seulement le rapport au travail qui a fait abandonner la caractérisation « étranger ». C'est aussi l'apparition d'un monde nouveau où les frontières s'effacent de plus en plus. À tel

👉 ***On crée du « vivre-ensemble » en entretenant des mythes, des récits qui sont des fictions.*** 👈

point qu'on a fini par aller encore plus loin ces derniers temps. Le monde est désormais tellement mouvant, entre les gens qui émigrent, immigrer, s'installent ici, partent de là, franchissent toutes les frontières, qu'on a dû trouver un mot différent, un mot-valise encore plus large, celui de « migrant ». Effacés, les étrangers et les immigrés, on est maintenant migrant. La migration, ça ne renvoie plus à un territoire particulier, de départ ou d'arrivée, ça signifie seulement qu'on se déplace.

À quel moment se trouve-t-on aujourd'hui, en France, alors que les migrants sont considérés assez généralement avant tout comme un problème, par rapport à l'histoire des migrations ? Il faut se rappeler qu'il y a à peine plus de trente ans, Bernard Stasi pouvait publier un livre qui fit du bruit et s'intitulait *L'Immigration, une chance pour la France*. Il avait provoqué tout un débat autour de l'apport des étrangers à l'histoire nationale, débat qui s'est poursuivi longtemps pendant les années 1980 et 1990. Mais il faut voir qu'en

même temps, justement pendant cette période où l'on parlait d'enrichissement grâce aux étrangers, on a assisté à l'émergence et à la montée en puissance du Front national. Dès 1984, il réunit 11 % des votes aux élections européennes, un noyau de 2 à 3 millions de voix –, noyau qui va grandir jusqu'à atteindre 11 millions de voix à la présidentielle de 2017. Il y a donc une concomitance entre l'affirmation de la

nécessité d'un élargissement de l'histoire de France, en prenant en compte l'immigration, et le refus de cet agrandissement de l'histoire. On n'est pas passé d'une vision naïve, idyllique, concernant l'immigration, à une vision fermée. D'entrée de jeu, une bataille s'est engagée, en France plus que

partout ailleurs, à ce moment-là. Dans un pays qui était pourtant le plus vieux pays d'immigration d'Europe, avec l'arrivée de Belges, de Suisses, d'Italiens et d'autres dès la fin du XIX^e siècle, où un quart des habitants descendent d'étrangers, mais qui n'acceptent pas de le reconnaître, qui refusent de considérer que l'histoire de l'immigration fait partie intégrante de son histoire. Ce n'est que plus tard que les autres pays européens, qui étaient plutôt auparavant des pays de départ, se sont emparés de la question, débattant à leur tour de l'immigration, du multiculturalisme, etc.

Le seul grand pays arrivant à se définir comme un pays dont l'histoire est liée à celle des migrations serait-il les États-Unis ?

On a là aussi une vision un peu idyllique de la situation aux États-Unis, considérés comme un pays de migrants qui s'assume comme tel, la nation du melting-pot. D'abord on oublie que cette notion du melting-pot, qui entraîne une vision harmonieuse du métissage, s'applique curieusement à un



Benjamin Stora

Pourquoi les immigrés ont-ils aujourd'hui presque partout une mauvaise image, au moins pour une grande partie de la population dans les pays d'accueil en Europe, de l'Allemagne à l'Italie ou à la Hongrie et la Pologne ? Même dans les pays européens qui n'ont pas, ou guère, d'histoire coloniale, et où le besoin d'un apport de population est évident, ne serait-ce que pour des raisons démographiques et économiques. D'abord, il y a eu un décalage historique. La France, ayant eu à affronter la question migratoire avant tous les autres pays européens, hormis le cas particulier de la Grande-Bretagne, a pu réfléchir plus tôt à des mécanismes de défense face à ce rejet, du point de vue politique et idéologique, avec la constitution de fronts républicains aux élections pour contenir l'essor du Front national ou au niveau de la mobilisation des syndicats, des organisations antiracistes, des Églises – on peut se souvenir du rôle qu'a déjà joué, il y a longtemps, l'Église catholique pour faciliter l'accueil des Polonais. Les autres pays, où on n'avait jamais imaginé pouvoir devenir des régions d'arrivée de migrants, ont découvert plus tard la question. Très vite, en raison de l'absence de contre-feux, on a assisté ces

dernières années à une montée des partis d'extrême droite. Mais aujourd'hui, ce n'est pas mieux en France. Car les organisations antiracistes sont délégitimées. Les partis politiques, qui étaient des facteurs d'intégration, sont dans une crise profonde, en particulier le Parti communiste. Et les

pays où l'on a exterminé les Indiens et mis en esclavage les Noirs. Il y a un dessin du caricaturiste algérien Dilem très parlant et très drôle, qui représente Trump peu après son élection face à des Indiens devant un tipi,

“ Une autre raison explique l'important rejet des migrants : la montée des nationalismes. ”

et qui leur dit : « Rentrez chez vous ! » Mais avant même Trump et son obsession du mur à construire à la frontière, le melting-pot était en grande partie une illusion. Il est vrai qu'on crée de la nation, du « vivre-ensemble », du consensus en entretenant des mythes, des récits qui sont des fictions.

syndicats, si importants puisque l'histoire de l'immigration est avant tout une histoire ouvrière, sont très affaiblis. Une autre raison explique l'important rejet des migrants : la montée des nationalismes, qui va de pair avec une redéfinition de la nation. Parce que l'espérance liée au communisme, voire

Un musée pas comme les autres

Créé en octobre 2007, le musée de l'Histoire de l'immigration, dont Benjamin Stora préside le conseil d'orientation depuis 2014, est véritablement un musée pas comme les autres. Il n'existe en effet aucun autre musée national consacré à un tel thème ailleurs en Europe. Le seul équivalent dans le monde est sans doute, avec une plus grande ampleur, le musée d'Ellis Island, à New York. Mais, de plus, on ne connaît pas d'autre musée national en France fondé uniquement sur une idée, et avec une mission politique : faire entrer dans l'histoire de France celle de l'immigration, et combattre les stéréotypes et les idées reçues à son sujet. La mission de cette institution et sa seule existence ont d'ailleurs été considérées par le pouvoir politique en France comme tellement propices aux polémiques, sinon problématiques,

qu'il a fallu attendre plus de sept ans après sa création pour que le musée soit inauguré officiellement – en décembre 2014, par François Hollande.

Il s'agit pourtant d'un succès incontestable : 450 000 visiteurs l'an dernier, soit un doublement de la fréquentation en cinq ans. Les visiteurs ne sont pas en général les immigrés eux-mêmes mais plutôt leurs enfants ou, plus encore, leurs petits-enfants, qui forment l'ossature du public intéressé avec, évidemment, les scolaires (50 000 visiteurs par an). Sans compter aussi les gens qui viennent au musée... pour visiter un magnifique palais Art déco, construit – quel paradoxe, vu son occupation actuelle – à l'occasion de l'Exposition coloniale en 1931. Parmi les très nombreuses expositions organisées par le musée,

celle qui a attiré le plus large public (100 000 entrées) s'intitulait « Ciao Italia » et était consacrée à la plus vieille immigration de quelque importance en France, celle des Italiens. L'exposition en cours, depuis le 12 mars (jusqu'au début de janvier 2020), ne coïncide peut-être pas par hasard avec le calendrier du Brexit : elle s'intitule « Paris-Londres ».

Une occasion de comparer le rapport à l'immigration des deux plus grands anciens pays coloniaux, qu'on a sans doute trop tendance à imaginer opposé (le communautarisme face à l'universalisme, etc.), assure Benjamin Stora. Et c'est une occasion d'apprendre à quel point la scène artistique britannique a abordé de façon très créative la question migratoire dans ses œuvres, en particulier s'agissant de musique. ●

celle liée au socialisme, ont disparu ou se sont affaiblies, et même, dans une certaine mesure, ce qui est encore plus inquiétant, l'espérance démocratique. On redéfinit donc la nation de façon plus étroite dans une situation où il n'y a presque plus d'espoir collectif. À partir de là, la place des étrangers, des migrants revient au-devant de la scène, car on définit le « nous » contre le « eux ». On met en avant le « je ne suis pas semblable à lui ». On dit que l'identité nationale est menacée de dissolution. Et on

recherche, comme toujours dans de tels cas, un bouc émissaire.

Le mur que veut ériger Trump est-il à cet égard symptomatique de la période actuelle, aux États-Unis comme ailleurs ? Ne s'agit-il pas, d'ailleurs, d'un mur intérieur autant que d'un mur extérieur ?

Bien sûr. Cela va beaucoup plus loin que la construction d'un barrage. Un mur, cela veut dire qu'on veut s'enfermer dans une

seule histoire, une seule culture, une seule définition identitaire. On peut songer à cet égard au mur qu'a construit, sous prétexte de sa sécurité, Israël. Mais on peut aussi considérer que les Européens ont érigé, d'une certaine manière, un mur en Méditerranée à partir du moment où on a commencé à interdire aux bateaux d'accoster. Or un mur implique obligatoirement la nécessité, pour assurer sa pérennité, d'établir des pouvoirs et des États forts.

L'immigration en Europe n'a-t-elle pas changé de nature avec le fort développement d'une population de réfugiés politiques issus du Moyen-Orient et en quête d'un lieu d'accueil ?

Il est vrai que ce qu'on a appelé en Europe la « crise migratoire » ces dernières années correspond à cette arrivée massive de réfugiés politiques. C'est le produit de l'échec des révolutions arabes. Les soulèvements démocratiques dans le monde arabe qui n'ont pas réussi ont provoqué un effondrement ou une crise des États, en Syrie et à un moindre degré en Irak en particulier, donc des exils politiques face à des situations de grande violence. Cela ne risque pas de s'arrêter à court terme. Même si des compromis politiques sont mis en œuvre, les pays sont

ments de Frères musulmans. Il faudra vivre avec cette situation peut-être dix ou vingt ans.

On parle beaucoup de la question des migrants dans le monde occidental, mais les plus grands flux ne concernent-ils pas les nations du Sud entre elles ?

Peut-être, mais il ne faut pas se voiler la face : ce sont les pays développés qui restent les plus attractifs. Les gens voient bien où se situe la concentration des richesses. Cependant, à l'intérieur des nations du Sud, notamment africaines, on peut observer l'émergence d'une population, encore guère visible elle aussi, celle des classes moyennes en formation. Si on peut s'identifier ou envisager de s'identifier à cette population, on ne part pas, le plus souvent. Et cette évolution n'est pas la seule dans les pays du Sud. On s'aperçoit que ceux qui émigrent ne se comportent plus comme avant. Les immigrants qui venaient du Maghreb ou d'Afrique noire envoyaient des sommes considérables dans les pays de départ. Ils étaient, en quelque sorte, des ambassadeurs sociaux. C'est beaucoup moins vrai aujourd'hui : souvent plus individualistes, ils ne participent plus autant à un projet collectif – familial, villageois, du quartier – en partant.

Il s'agit désormais surtout de projets personnels. Enfin, autre évolution, il y a d'autres pays qui attirent les candidats au départ, notamment les jeunes du Maghreb qui ont des qualifications et qui regardent vers le Moyen-Orient, à commencer par les Émirats. Sans parler des Amériques, même le

Pacifique, l'Asie, la Chine en premier lieu, deviennent attractifs.

Faut-il quand même s'attendre à un flux important d'émigrés en provenance de l'Afrique, un continent où l'essor démographique fera plus que doubler la

“ Il ne faut pas se voiler la face : ce sont les pays développés qui restent les plus attractifs. ”

dévastés, ce qui rendra le retour des réfugiés très difficile. Y compris, d'ailleurs, de ceux qui ont fui des régimes comme celui de l'Égypte ou de la Syrie, où ils pouvaient être persécutés, non pas parce qu'ils aspiraient à la démocratie mais en tant que sympathisants ou militants des mouve-

population dans les décennies à venir ?

Il y a un flux qui existe depuis assez longtemps, et qui se poursuivra malgré les évolutions que je viens de signaler. On va plus être dans la continuité que dans la rupture. Il n'en reste pas moins que, si l'Europe veut s'interroger sur l'avenir et le préparer en matière de migration, elle doit prendre le pari du codéveloppement pour lutter contre la pauvreté et la désertification en Afrique.

“*Quoi qu'il en soit, les gens continueront à bouger, à circuler, à vouloir vivre mieux.*”

Soit on s'enferme et on se dit menacé, soit on aide au développement de l'Afrique, et cette fois pour de bon, en y consacrant des budgets importants. Cette question de la régulation des migrations concerne les Européens mais aussi les pays du Sud. L'Algérie, par exemple, est aussi confrontée au problème de la fermeture des frontières ou de la régulation des arrivées de migrants.

Que pourrait être une bonne politique de l'immigration en France ?

Le vrai problème politique ne devrait pas être de savoir s'il faut en finir avec l'immigration, mais de savoir comment la réguler. Or on est passé d'un stade politique et idéologique du type « l'immigration, une chance pour le pays » à un stade caractérisé par ce fait que, à part au Front national, on ne veut plus parler d'immigration au niveau politique. On l'a à peine évoquée dans le « grand débat ». On ne parle même plus, comme sous Sarkozy, d'immigration choisie. En réalité, on veut considérer que c'est réglé. Et, sans le dire de manière explicite, on ne se réfère plus qu'à l'immigration zéro. Mais tout le monde sait que, pour des tas de

raisons, cela ne peut pas exister, l'immigration zéro. On n'a pas le courage politique de le faire savoir, ne serait-ce qu'en évoquant le besoin d'une main-d'œuvre immigrée qualifiée dans certains domaines : on dira avoir peur d'un « appel d'air », craindre, on l'a entendu, même si c'est aberrant, que « tous les médecins algériens ou toutes les infirmières d'Afrique noire veuillent venir en Europe, notamment en France ». Quoi qu'il

en soit, les gens, tous branchés sur internet et au fait de ce qui se passe ailleurs, continueront à bouger, à circuler, à vouloir vivre mieux. On aboutit donc à ce paradoxe : on veut pratiquer la fermeture dans un monde où la réalité de la situation historique pousse à la circulation, à la mobilité, à la fluidité.

Ce grand écart est-il inéluctable ?

La suite logique de la trajectoire que nous avons décrite conduit à des politiques de fermeture avec des États forts, des murs. Mais on peut espérer qu'il s'agit d'une crispation archaïque, momentanée, et qu'on va plutôt à terme vers un monde plus ouvert, voire vers une ouverture généralisée. Un monde qui n'a pas peur, qui entend, qui est dans la modernité, et qui, par conséquent, peut et sait affronter les défis migratoires. En France, il y a – j'ai pu le vérifier récemment en préparant un rapport pour un ministère, intitulé « La culture et les migrants » – une multitude d'acteurs du monde culturel et associatif et de très nombreux jeunes qui ont choisi cette voie, et qui manifestent d'ailleurs leur solidarité envers les migrants. Une population qui est, pour l'instant, plutôt invisible mais bien présente et active. On a parlé sans arrêt du populisme, mais est-il certain que les populistes soient réellement majoritaires dans une civilisation comme la société française ? Ce n'est pas si évident quand on y regarde de près. ●

Algérie : « C'est une vraie révolution démocratique »

Le soulèvement massif de la population algérienne contre « le système » a surpris tout le monde. Même vous ?

Benjamin Stora : Oui, moi aussi, j'ai été surpris. Tous les grands mouvements populaires qu'a connus l'Algérie n'ont jamais abouti par le passé à la chute d'un président. Ben Bella, Chadli, Zérroual... c'est toujours l'armée qui leur a imposé de partir. Donc c'est bien un événement considérable et inédit, qui ne pouvait que surprendre.

Rien, vraiment, ne l'annonçait ?

Après coup, c'est facile de le dire, mais on a pu repérer ces deux ou trois dernières années des mouvements sociaux qui annonçaient sans doute ce qui se passe aujourd'hui. Dans le secteur hospitalier, à l'université, dans l'industrie, il y a eu de grands mouvements de protestation. Par ailleurs, le mécontentement à propos de questions comme l'attribution des logements ou les coupures d'eau a provoqué des émeutes urbaines. En observant la composition sociologique de cet ensemble de personnes en colère, les médecins, les infirmières, les universitaires, les habitants du cœur des villes, on s'aperçoit qu'il s'agissait avant tout des classes moyennes. Ce sont celles qui, traditionnellement, apportaient leur appui au système. Et celles qui vont

justement faire défaut au régime et se retrouver dans la rue. Il y avait donc quand même des signaux. Et cela au moment où l'on ressentait une sorte de lassitude. Déjà perceptible d'ailleurs en 2014, lors de la candidature de Bouteflika pour un quatrième mandat.

Justement, pourquoi ce mouvement de protestation général n'a pas eu lieu dès 2014 ?

L'AVC de Bouteflika était alors récent. On pouvait encore penser qu'il allait peut-être se rétablir, et on pouvait faire preuve d'indulgence envers un malade. On acceptait d'être patient, mais il ne fallait pas exagérer. Or, on n'a plus vu du tout le président exercer ses fonctions de 2014 à 2018, ni à l'intérieur du pays ni au niveau international. Il était absent, un fantôme. On a donc vraiment exagéré, c'était insupportable. D'autant plus que, comme des bruits insistants laissaient entendre il y a un peu plus d'un an qu'il ne se représenterait pas, l'annonce du contraire a provoqué un phénomène d'humiliation dans la société.

Sans préjuger de l'avenir, encore très incertain, à quoi veulent aboutir les manifestants ?

Il s'agit là d'une révolution démocratique. Comment qualifier autrement un mouvement regroupant des

millions de personnes sans faiblir pendant plusieurs mois, réclamant non pas la fin du pouvoir d'un homme mais la fin de tout un système ? En agissant, et cela démontre une grande intelligence politique, de façon pacifique, évitant l'affrontement avec l'État-armée. Les manifestants ne sont pas dupes de qui détient les rênes du pouvoir. Mais ils ont tiré les leçons du passé. Tout comme les militaires eux-mêmes, qui ne veulent pas tirer sur la foule comme ils l'ont fait autrefois. Dans ce pays qui a connu, déjà lors de la guerre d'indépendance, puis après, tant de situations de très grande violence, on veut éviter des deux côtés d'y revenir. On ne cesse d'ailleurs de se référer à la Constitution.

Assiste-t-on à la véritable fin de la guerre d'Algérie, un moment qui a été confisqué à la population par le tandem Ben Bella-Boumédiène ?

Il y a certainement une volonté de réappropriation citoyenne de la chose politique. Mais on n'est pas pour autant en train d'effacer la guerre d'indépendance. Celle-ci restera longtemps encore le principal facteur de constitution du nationalisme algérien. Même si on va peut-être assister à une relecture de cette guerre, à une remise en question de la place donnée à certains acteurs par rapport à d'autres.